

Démocratisations et inégalités scolaires en Europe

L'accès des femmes aux universités (1850-1940)

Amélie PUCHE

RÉSUMÉ

L'accès des femmes dans les universités européennes est resté longtemps confidentiel. Si on l'envisage uniquement sous l'angle des « pionnières », on passe toutefois à côté d'explications pour comprendre autant leur place marginale que la possibilité avérée de s'inscrire et, parfois, d'être diplômée. Cette situation demande toutefois à être nuancée selon les pays et selon les spécialités universitaires.



Elsa Eschelsson (1861-1911), première femme à obtenir son doctorat de droit en Suède et à être nommée professeure dans une université suédoise.

Source : Gothenburg University Library, Women's history project



Aletta Jacobs (1854-1929), première étudiante à recevoir son diplôme de sciences médicales à l'université de Groningen (Pays-Bas). Sa statue est érigée devant la faculté des Arts de l'université de Groningen.

Des silences législatifs aux interdictions : les pionnières

Avant que l'enseignement supérieur n'élargisse son recrutement aux femmes et à toutes les catégories sociales, le milieu universitaire est resté réservé jusqu'à la seconde moitié du ^{xx}^e siècle à une petite élite, masculine soucieuse de garder les femmes au foyer, jugées inaptes aux études du fait de leur infériorité intellectuelle. Pourtant c'est dans la deuxième moitié du ^{xix}^e siècle que les femmes commencent à investir les universités, moment où les mouvements féministes s'organisent et revendiquent une instruction plus poussée pour les filles. Or, s'il n'y a pas d'interdiction légale à ce que les femmes étudient à l'université, puisque lors de la rédaction des règlements il n'était pas concevable qu'elles demandent à y entrer, la frontière symbolique à l'accès aux lieux de savoir est bien réelle. C'est sur ce silence législatif que beaucoup de pionnières s'appuient pour forcer les portes de l'enseignement supérieur, mais ces conquêtes, parfois éphémères, reflètent de fortes mutations politiques, culturelles et sociales.

Les premières à initier le mouvement sont les Russes. Se référant au règlement de l'université de Saint-Pétersbourg de 1835, qui n'interdit pas la présence d'étudiantes, Natalia Korsini s'y inscrit en 1859, vite rejointe par cinq autres jeunes filles. Les universités de Kiev, Kharkov et Odessa reçoivent ensuite rapidement leurs premières étudiantes. Leur participation aux mouvements politiques pousse le gouvernement à leur interdire l'accès à l'enseignement supérieur en 1863. Dès lors, elles se tournent vers l'étranger : en 1864, Nadedja Souslova, qui avait débuté des études de médecine à Saint-Pétersbourg, est admise à l'université de Zurich, où elle obtient son doctorat en 1867. Ces migrations contraignent la Russie à réouvrir les universités aux femmes en 1872, et à lever les restrictions en 1882.

L'ouverture relative des universités aux femmes

Les universités européennes permettent alors aux femmes de suivre les cours, situation qui s'explique par les transformations que connaît alors le système éducatif européen, en particulier dans l'enseignement secondaire devenu accessible à un grand nombre de jeunes filles. En France, la première étudiante, Mary Putman, est

officiellement inscrite en 1868. La Hollande, qui a déjà une longue tradition de mixité dans l'enseignement primaire, l'élargit au secondaire et au supérieur en 1871. Puis, Danoises et Finlandaises obtiennent le droit de s'inscrire à l'université en 1873, deux ans avant les Suédoises. L'Italie libéralise l'enseignement supérieur en 1876, bien que les femmes aient toujours pu s'inscrire en médecine à Salerne et Bologne, sur dérogation. En Belgique, les femmes réclament leur droit à l'inscription dès 1874, mais ce n'est qu'en 1880 que l'université de Bruxelles accepte les demandes. Liège et Gand suivent cette décision en 1881 et 1882. La même année, les Roumaines et les Norvégiennes accèdent à l'enseignement supérieur. Les Portugaises attendent, quant à elles, 1886. Enfin, lorsque l'université de Sofia est fondée en 1888, elle autorise la présence féminine, le gouvernement bulgare ayant déjà admis l'idée d'une éducation supérieure pour les femmes dès 1879.

Durant la dernière décennie du siècle, la Grèce (1891), Cracovie (1894, mais Varsovie ne l'imité qu'en 1915), la Hongrie (1895) et l'Autriche (1897) ouvrent leurs universités aux femmes. L'Allemagne reste cependant l'un des pays les plus réfractaires. Le pays de Bade admet le premier les femmes dans ses universités d'Heidelberg et Fribourg en 1900, en Prusse les universités de Berlin et Strasbourg sont les dernières à s'ouvrir en 1908. L'Espagne, bien que ses établissements universitaires aient commencé à accepter sur dérogation des étudiantes entre 1882 et 1888, attend 1910 pour légiférer et autoriser leur inscription libre dans les facultés. La crainte des gouvernements d'une fuite de « cerveaux » précipite parfois l'ouverture de l'enseignement supérieur, mais avec des disparités notables.

Un enseignement supérieur « mixte » ?

Cependant la chronologie des « pionnières » ne doit pas faire illusion. Avant 1900, les femmes sont très peu nombreuses à l'université. L'évolution est ensuite très différente selon les pays. Elle peut être continue comme en France, de 3 % de femmes dans les effectifs étudiants en 1900, à 10 % à la veille de la Première Guerre mondiale, 20 % en 1925 et 30 % à la veille de la Seconde Guerre mondiale. À l'inverse on peut observer un rapide essor puis une stabilisation, comme dans le cas de la Suisse où les femmes représentent déjà 9 % des effectifs en 1890, 21 % dix ans plus tard mais en 1918 elles ne sont plus que 11 % pour ensuite se stabiliser à 15 % dans les années 1930. Les proportions restent parfois stables comme en Grèce où les étudiantes oscillent entre 2 et 3 % des effectifs entre 1900 et 1940.

Les résistances à l'entrée massive des femmes à l'université sont en partie dictées par la peur de la mixité, inexistante dans le secondaire avant les années 1920, plus fréquente dans le primaire mais uniquement quand il s'agit de l'enseignement des classes défavorisées. Ceci motive d'autres modèles : en Grande-Bretagne, des collèges féminins fonctionnent comme des instituts de l'université, en délivrent les grades et l'enseignement. Et malgré l'ouverture à la mixité de Londres en 1878, Manchester en 1883, des quatre universités écossaises en 1889, celles du Pays de Galles en 1893, Durham en 1895, Oxford en 1920 et Cambridge en 1948, en médecine la séparation des sexes est toujours en médecine la norme.

Des filières inégalement féminisées

En Europe, la filière médicale cristallise les luttes concernant l'accès des femmes à l'université. Selon le sens commun du XIX^e les femmes sont des êtres pudiques et sensibles. Or, d'après les féministes et les médecins, leur pudeur leur interdit de se laisser ausculter par des hommes, ce qui peut mettre leur vie en danger. Ainsi, il faudrait des femmes médecins pour soigner les femmes. Mais pour les praticiens, les études médicales et la profession sont jugées trop difficiles pour le « sexe faible ». De plus, les cours d'anatomie et les dissections ne pourraient que choquer leur pudeur. Ainsi l'enseignement de la médecine reste un cas particulier pour les femmes et cette spécificité est utilisée par les féministes et leurs opposants pour justifier l'admission ou le refus des femmes à l'université.

Pourtant, c'est généralement cette filière qui s'ouvre précocement aux femmes et qui souvent, à la fin du XIX^e siècle, est la plus féminisée. Les assignations « sciences masculines » et « littérature féminine » se produisent dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, alors que les humanités étaient auparavant la filière d'excellence réservée aux garçons. Les lettres connaissent une féminisation car elles sont jugées plus en adéquation avec la « nature » féminine, puisque soit elles conduisent vers le professorat soit elles permettent d'enrichir la culture générale. La filière du droit, prélude aux fonctions d'État, n'admet les inscriptions féminines que plus tardivement.

Cette chronologie n'est guère étonnante. Les premières à se lancer dans l'enseignement supérieur cherchent souvent à trouver un emploi. La médecine et le professorat sont des débouchés pour les femmes relativement bien acceptés dans la société, mais qui permettent rarement de sortir de métiers dits « féminins » (en relation par avec tout ce qui touche les enfants, dans les domaines médical et juridique notamment). La mathématicienne Sonia Kovalevsky, diplômée en 1874, devient enseignante en 1884, fait figure d'exception car elle obtient une chaire à l'université de Stockholm dès 1889. Avec la féminisation de l'université, les débouchés professionnels se multiplient pour les diplômées, bien qu'un nombre plus important de jeunes femmes, surtout en Europe de l'Ouest, viennent uniquement y chercher une solide culture générale. La part de diplômées est d'ailleurs très faible, les abandons étant nombreux face à la difficulté des études, à la faible ouverture de quelques professions et à une certaine pression sociale les exhortant à se marier et se consacrer à leur famille.

BIBLIOGRAPHIE

DYHOUSE, Carol, *No Distinction of Sex ? Women in British Universities 1870-1939*, Sabon, UCL Press, 1995.

LE FEUVRE, Nicky (dir.), *Les femmes et l'université en Méditerranée*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1999.

ROGERS, Rebecca (dir.), *La mixité dans l'éducation. Enjeux passés et présents*, Paris, ENS Éditions, 2004.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/education-et-formation/democratisations-et-inegalites-scolaires-en-europe/l'accès-des-femmes-aux-universités-1850-1940>